

Iran : serait-ce la fin de la lune de miel entre le Président Rohani et le Guide suprême ?



Fait rare : le Guide suprême de l'Iran a critiqué la politique économique et les résultats en demi-teinte du Président Rohani. A trois mois des élections et face à une administration Trump insondable, comment interpréter ce signe ?

Avec Ardavan Amir-Aslani

Atlantico : Les critiques de l'Ayatollah Khamenei sur la gestion économique de l'Iran adressées au président Rohani ne trahissent-elles pas une volonté de voir quelqu'un de plus conservateur arriver à la tête de l'Iran qui pourrait, on l'imagine, s'opposer plus vigoureusement à l'administration Trump?

Ardavan Amir-Aslani : Ces critiques sont une nouveauté. Jusqu'à ces dernières déclarations le Guide s'est toujours abstenu de porter un jugement sur les performances économiques du pays sous l'administration du Président Rouhani. Le Guide, joue là son rôle de puissance supra-gouvernementale d'une autorité qui est au-dessus des partis. Il est vrai en revanche que ces critiques sont fondées. L'ouverture économique annoncée par Rouhani comme la conséquence inévitable de l'accord nucléaire ne s'est pas matérialisée. Ceci est due principalement au fait que les sanctions américaines non liées au nucléaire demeurent en vigueur. Les milliards d'investissements étrangers ne se sont pas réalisés et la plupart des annonces de contrats annoncés sont restées lettres mortes. Aucune banque de premier plan, par crainte des sanctions américaines n'ose assurer un quelconque financement de projet sur l'Iran ni effectuer des opérations de banque sur ce pays. Le Guide, par ses déclarations, marque le coup sans pour autant prendre parti pour les uns ou les autres. Il serait exagéré de considérer que le Guide cherche à pousser un candidat conservateur qui d'ailleurs ne s'est pas encore manifesté. Il sait par ailleurs que les Iraniens n'ont pas intérêt à chercher querelle avec une personnalité aussi erratique et instable que Trump avec une administration truffée de personnes idéologiquement opposées à l'Iran, à l'instar du Secrétaire à la défense John Matis dit le « Chien Fou » ou encore le patron de la CIA, Mike Pompeo qui cherchent la moindre occasion pour durcir la position américaine à leur égard. L'Iran ne souhaite en aucun cas assumer la responsabilité de l'échec de l'accord nucléaire du 16 janvier dernier qui a amorcé le retour de l'Iran dans le système économique internationale.

Est-ce que ces critiques, des plus inhabituelles trahissent des relations entre le leader spirituel du pays et le Président Rohani (bien parti pour être réélu)? Quelles pourraient être les répercussions à l'international d'une remise en question des accords sur le nucléaire iranien ?

Non, les relations entre le Président iranien et le Guide sont bonnes. Rappelons que Rouhani a servi de Patron du conseil national de la sécurité auprès de lui et naguère a lui-même participé à d'autres discussions sur la question nucléaire sous le gouvernement Chirac avec le triumvirat dirigé par Villepin, alors Ministre des Affaires étrangères de la France. C'est un peu comme bonnet blanc et blanc

bonnet entre eux deux. La remise en cause de ces accords par les Iraniens aurait des conséquences tragiques pour le pays. L'Iran se retrouverait de nouveau placé au ban de la communauté internationale et perdrait le peu d'avantage économique obtenu à l'issue de la levée des sanctions. Sur le plan géopolitique, les conséquences seraient pires. L'Iran pourrait être tenté par un durcissement de sa position en Syrie et les troupes américaines pourraient se retrouver face à face avec les alliés chiites iraniens en Irak. Le conflit entre l'Arabie Saoudite et les Houthis au Yémen s'embrasserait et un conflit généralisé pourrait voir le jour entre Israël et le Hezbollah au Liban. C'est dire que c'est inenvisageable que l'accord cesse de produire ses effets. Les Américains ont présent à l'esprit leurs mésaventures en Irak et en Afghanistan et n'ont vraiment pas envie d'ouvrir un front avec un pays de la taille et de l'importance de l'Iran. L'Iran commencerait à enrichir de nouveau de l'uranium à 20% soit plus de cinq fois le seuil autorisé aujourd'hui et avancerait vers l'établissement d'un arsenal nucléaire. Une crise internationale adviendrait. C'est dire que personne n'a intérêt à ce que l'accord soit cassé ! A cet égard, comme ne cesse de l'attester l'AIEA, l'Iran respecte scrupuleusement ses engagements au titre de ces mêmes accords nucléaires.

Pour autant, les bonnes prévisions de croissance du pays pour l'année 2017 (5.2%) ont été rendues possibles grâce à la montée des exportations pétrolières. Est-ce que, selon vous, le principal enjeu pour le prochain président sera de pousser l'effort de diversification de l'économie iranienne?

Il est vrai que la croissance a eu pour principal moteur la reprise des exportations pétrolières qui ont été augmentées de plus de 500,000 barils/jour depuis la levée des sanctions. Cependant, de tous les pays exportateurs de la région, l'Iran est le pays qui dépend le moins de ces exportations. L'imposition des sanctions liées au nucléaire en 2012 a fini par convaincre les dirigeants iraniens qu'il fallait réduire la dépendance du pays sur les ressources d'hydrocarbures. Le pays est d'ailleurs fortement industrialisé et est peu ou prou capable de subvenir à ses besoins en temps de crise. C'est ce que le gouvernement iranien qualifie « d'économie de résistance ». Plus de la moitié des exportations iraniennes sont d'ailleurs non pétrolières et le taux d'endettement du pays est zéro. Il est vrai, en revanche, que le gouvernement iranien compte sur les recettes pétrolières pour rattraper le temps perdu du fait des sanctions. Il s'agit là du principal acquis de l'accord nucléaire : permette à l'Iran de reprendre sa liberté sur ses exportations de pétrole